

Stopp der Rüstungskooperation mit Israel



Streubomben, wie sie die israelische Armee über dem libanesischen Dorf Blida abgeworfen hat, sind ein Produkt der schweizerisch-israelischen Rüstungszusammenarbeit.

Schweizer Waffen – Schweizer Geld

Die Entwicklung dieser Munition wurde vom Bund durch deren Ankauf um 620 Millionen Franken gefördert. Die Streumunition explodiert über dem Erdboden und verstreut eine Vielzahl von kleinen Bomben, die wie die Personenminen die Zivilbevölkerung und insbesondere Kinder auch lange nach ihrem Einsatz gefährden.

Weiter hat die Schweiz mit Israel gemeinsam Drohnen (unbemannte Aufklärungsflugzeuge) entwickelt. Dieses Projekt wurde vom Bund mit 28 Millionen Franken aus dem Budget gefördert. Israel setzt diese Drohnen unter anderem im laufenden Krieg gegen den Libanon ein.

„Beziehungen normalisieren“

Bundesrat Schmid hat letztes Jahr bei seinem Besuch in Israel die Wiederaufnahme der Rüstungskäufe bekanntgegeben. Das Parlament hat im letzten Oktober den Kauf eines Funkaufklärungssystems (IFASS) für 150 Millionen Franken beschlossen. Auch die militärische Zusammenarbeit wurde wieder aufgenommen. Im November 2005 begab sich eine VBS-Delegation unter Leitung von Divisonär Jakob Baumann zur Abklärung neuer Rüstungsgeschäfte nach Israel. Im Mai 2006 besuchte ein israelischer Luftwaffengeneral mit einer Militärdelegation die Schweiz, um u.a. Erfahrungen im Einsatz der Luftwaffe gegen Terroristen auszutauschen. Anfang Juli sollte der oberste Terrorbekämpfer Israels und ehemalige General Dani Ardit an einer Konferenz der Schweizer Rüstungslobby

„Ein neuer Naher Osten ist ohne Lösung des Palästinaproblems auf Grundlage des internationalen Rechts unmöglich.“

Abdel Mottaleb El Husseini, NZZ 27.7.06

einen Vortrag halten. Für Ende November dieses Jahres planen die israelische und die Schweizer Rüstungsindustrie eine gemeinsame Konferenz in der Schweiz, um ihre Waffensysteme zu präsentieren (Tagesanzeiger 15.7.06).

Solidaritätsgruppen und der GSoA den Vortrag von General Ardit in Lausanne. Die Forderung nach Einstellung des Waffenhandels mit Israel verdient angesichts der aktuellen Lage unsere volle Unterstützung.

Die BDS-Kampagne

www.bds-info.ch

Vor einem Jahr haben über 170 palästinensische NGOs in den besetzten Gebieten, in Israel und im Exil zu Boykott, Desinvestition und Sanktionen gegen Israel aufgerufen, um dieses zur Einhaltung des Völkerrechts und der UNO-Resolutionen zu zwingen. Diese betreffen insbesondere das Ende der Besatzung in der Westbank, im Gaza-Streifen und in Syrien sowie das Recht der palästinensischen Flüchtlinge auf Rückkehr an ihre Herkunftsorte. AktivistInnen verschiedener Solidaritätsgruppen haben sich nun zusammengeschlossen, um diese Kampagne auch hierzulande umzusetzen.

Mails an:

kontakt@bds-info.ch

Spenden an 40-307393-0

Contraignons Israël à respecter le droit international. Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) contre Israël jusqu'à la fin de l'occupation et de l'apartheid

Halte à la coopération militaire avec Israël



Les bombes à fragmentation qu'Israël a utilisées dans le village libanais de Blida sont un fruit de la collaboration militaire entre la Suisse et Israël.

Armes suisses – argent suisse

L'élaboration de ces munitions a été possible grâce à une subvention par la Confédération à hauteur de 620 millions de Francs. Ces obus de mortier dispersent des mini-charges explosives au-dessus du sol qui, comme les mines antipersonnel, menacent après coup la population civile et surtout les enfants. Un autre produit de la collaboration militaire entre la Suisse et Israël sont les drones (avions-espions sans pilotes). Ce projet a également été subventionné par la Confédération et a grevé le budget fédéral de 28 millions de francs. Dans sa guerre contre le Liban, Israël a aussi recours à ces drones.

„Normaliser les relations“

Lors d'une visite en Israël l'année dernière, le conseil fédéral S. Schmid a annoncé la reprise de l'achat d'armes par la Suisse dans ce pays. En octobre dernier, le parlement a décidé d'acheter pour 150 millions de Francs un système d'exploration et d'émission radio (IFASS). De même, la collaboration militaire a été reprise. En novembre dernier, une délégation du département de la défense (DDPS), sous la direction du Divisionnaire Jakob Baumann, s'est rendue en Israël pour évaluer d'autres commerces d'armes. Au mois de mai de cette année, un commandant des Forces aériennes israéliennes était en Suisse. Dans son programme se trouvaient des présentations et rapports sur les drones et sur les expériences des Forces aériennes israéliennes dans la lutte contre des objectifs terroristes. Début juillet, le

„Un nouveau Proche-Orient n'est pas concevable sans la solution du problème palestinien sur la base du droit international.“

Abdel Mottaleb El Husseini, NZZ 27.7.06

responsable de la lutte anti-terroriste et ancien général israélien Daniel Arditî était censé parler lors d'une convention du lobby de l'armement en Suisse. Fin novembre, les industries d'armement suisses et israéliennes prévoient une conférence commune en Suisse pour présenter leurs systèmes d'armes (Tages-anzeiger, 15.7.06).

Halte à la collaboration militaire

Mercredi dernier, le Conseil fédéral, dans une séance extraordinaire sur la crise au Proche-Orient, a refusé de suspendre le commerce d'armes avec Israël. De même, il a renoncé à condamner Israël pour ses violations des Conventions de Genève, dans ses attaques contre le Liban et la Bande de Gaza.

En 2001, à l'heure de l'agression militaire dans les Territoires occupés, une coalition de diverses ONGs avait réussi à imposer une suspension momentanée des achats d'armes en Israël. En été dernier, 45 organisations ont récolté en trois mois 24 000 signatures contre la reprise des achats d'armes en Israël. En juillet, la venue du général Arditî à Lausanne

a pu être empêchée grâce à une coalition entre des comités de solidarité avec les Palestiniens et le GSsA. Dans la situation actuelle, la revendication d'arrêter le commerce d'armes avec Israël est d'autant plus nécessaire et mérite tout notre soutien.

La campagne BDS

www.bds-info.ch/fr/

En juillet 2005, plus de 170 ONGs palestiniennes des Territoires occupés, d'Israël et en exil, ont lancé un appel au boycott, au désinvestissement et aux sanctions (BDS) contre Israël – afin d'obliger celui-ci à respecter le droit international et à exécuter les résolutions de l'ONU. Ces dernières concernent notamment la fin de l'occupation en Cisjordanie, dans la Bande de Gaza et en Syrie ainsi que le droit au retour des réfugiés palestiniens à leurs lieux d'origine. Depuis le lancement de l'appel BDS, de nombreux activistes se sont réuni-e-s pour concrétiser cette campagne en Suisse.

Pour nous écrire:

contact@bds-info.ch

Dons: CCP 40-307393-0